



**Décision d'examen au cas par cas n° 2021-5135
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2019 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2021-5135, déposé complet le 2 mars 2021, par Total Quadran et Retia relatif au projet de réaménagement d'un parking avec installation d'ombrières photovoltaïques, sur la commune de Villers-Saint-Paul, dans le département de l'Oise ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 31 mars 2021;

Vu la décision tacite de soumission à étude d'impact du 6 avril 2021 ;

Considérant que le projet, qui consiste à aménager un parking pour véhicules légers (12 500 m² et 347 places) avec l'installation d'ombrières photovoltaïques pour une puissance de 999,1 kWc, relève des rubriques n° 30 et n° 41 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas toutes les installations sur ombrières d'une puissance égale ou supérieur à 250 kWc et toutes les aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ;

Considérant que le projet est situé à proximité du champ de visibilité de l'église classée de Villers-Saint-Paul et qu'il convient d'étudier l'impact visuel des constructions sur ce monument historique et sur le grand paysage, et la possibilité de plantations boisées denses en bordure du projet ;

Considérant que le projet est situé dans une zone d'aléa du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de l'entreprise Arkema concernant la surpression à un niveau faible et que le projet devra respecter les servitudes du PPRT ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission du 6 avril 2021 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de réaménagement d'un parking avec installation d'ombrières photovoltaïques sur la commune de Villers-Saint-Paul, dans le département de l'Oise déposé par Total Quadran et Retia n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille,

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).